



L'atelier d'écologie politique francilien est un collectif de membres de l'enseignement supérieur et de la recherche de toutes disciplines qui s'intéresse aux enjeux de l'écologie politique.

Si vous souhaitez participer à l'atelier écopolien sur la base du manifeste disponible en ligne, vous pouvez nous contacter à l'adresse courriel ci-dessous. Cette adresse est aussi à disposition de toute personne ou organisme souhaitant contacter l'atelier.

Contact: ecopolien-contact@le-pic.org
www.ecopolien.org



@guylobesherais
yug.bd.blogspot.com



L'entreprise, problème ou solution pour la transition écologique ?

Pour en parler, l'Ecopolien reçoit...

...Harold Lesrel,
prof d'économie
à AgroParisTech.

...Éléonore Mounoud,
prof de gestion à
CentraleSupélec,

...et Antoine Frérot,
PDG de Vedia
jusqu'en 2022.



M. Frérot, peut-être
pourriez-vous nous dire ce que
vous faites actuellement ?

Je suis président
de Vedia.

Héu... parfait. Nous vous
proposerons de rebondir sur
les présentations des deux
autres intervenants.

2 mai 2024

Maison de l'Île de France



Un compte-rendu
dessiné de Yug.



Je vais tenter un résumé de la «machine de croissance» actuelle et de son origine, pour poser une base commune à la discussion...

Et moi je vais tenter un résumé du résumé en 4 pages...

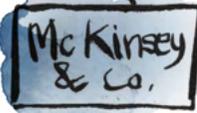


Je commence par ça, je suis abonnée à leur newsletter, leur façon de traiter les choses me fascine toujours...



Houston, we've got a solution...

...à la crise climatique, à la transition énergétique, à l'aviation verte, etc. etc.

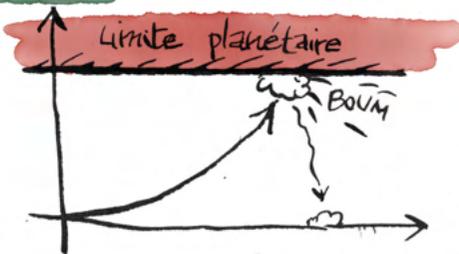


1 révolution capitaliste + 3 révolutions industrielles...

...le passage d'une économie de subsistance à une économie de consommation...



...dont les objets prototypes sont la voiture et le smartphone.



②



Comment on va atterrir ?

Cette croissance exponentielle se nourrit de trois phénomènes majeurs : mondialisation, financiarisation et capture d'état.



We need you against fast fashion !



La mondialisation, et ses effets pervers, comme la «prime au vice» dénoncée par Julia Faure : plus une entreprise délocalise vers des pays aux salaires bas et aux droits sociaux faibles et plus elle gagne d'argent...



La financiarisation de l'économie, soit l'autonomisation de la sphère financière qui acquiert une position dominante.



D'où la «tragédie des horizons» = la recherche du profit à court terme pour les actionnaires.

Enfin la capture d'état, étudiée notamment par Naomi Oreske : de plus en plus, les grandes entreprises contrôlent les réglementations, imposent les récits, manipulent la science.



③

Je passe aux propositions. Pour sortir de cette croissance

accélérée, il me semble qu'il faut agir sur les

①

Sortir de la logique de la marchandisation, reconsidérer le statut de la marchandise et la responsabilité des entreprises qui la produisent.



②

Sortir de la logique d'accumulation en mettant en cause le principe de responsabilité limitée des investisseurs.

Dans les sociétés par actions, au pire, l'investisseur perd sa mise. Mais les risques autres que financiers, environnementaux p. ex., ne sont assumés que par l'entreprise (et, souvent, au final, par le contribuable).



④

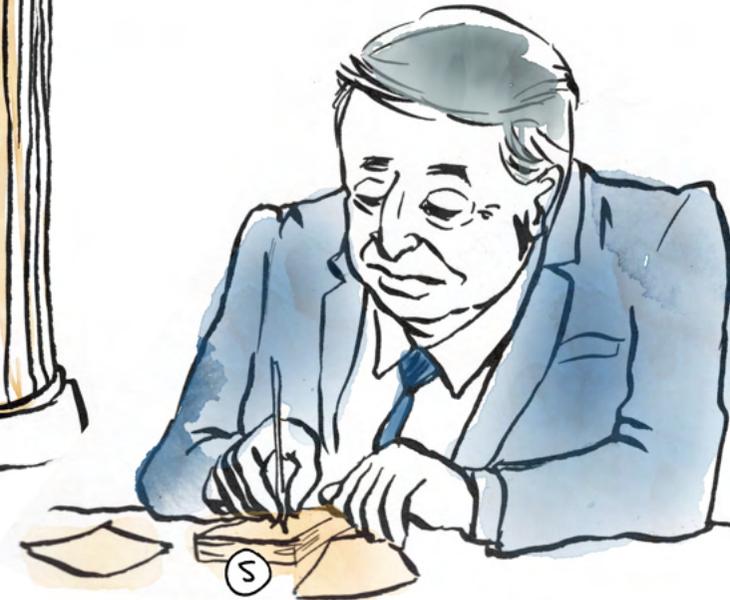
③

Remettre en cause la façon de compter, aller vers la comptabilité triple (économique, environnementale et sociale) et modifier les normes des investisseurs.



Pour conclure, peut-on donner un autre cadre de référence aux grandes entreprises pour les embarquer dans une société post-croissance (...à définir !)?

⑤



Rôle des entreprises dans la transition écologique : l'exemple de la biodiversité.

Le grand défaut de la biodiversité c'est d'être un bien public : c'est pas facile de créer des revenus avec. Mais c'est possible. L'agriculture bio en France c'est 10% des surfaces, sur lesquelles la biodiversité repart, 16-18% des emplois et, à l'origine, un choix rentable pour les agriculteurs -- même si la situation du bio s'est beaucoup dégradée récemment.



On a examiné plusieurs domaines et, à chaque fois, les solutions basées sur la nature créent de l'emploi, ont des effets positifs sur la biodiversité et les grands cycles biogéochimiques.



Alors on se dit : mais pourquoi diantre est-ce qu'on n'investit pas plus dans ces solutions ?

Mais toute transition est compliquée : on va défavoriser un secteur par rapport à un autre, ça peut générer des résistances, voir ce qui s'est passé dans l'agriculture récemment.

L'acteur essentiel c'est l'État. Depuis 2000, on a un code de l'environnement volumineux mais très peu respecté : les délits sont peu condamnés et les amendes très faibles, ce n'est pas du tout incitatif.

En comparaison des amendes qu'on observe aux Etats-Unis c'est une blague. Le glyphosate c'est déjà 12 milliards d'amendes pour Bayer (et c'est pas fini).



J'ai travaillé sur la comptabilité écologique. L'idée c'est une dette écologique. Par exemple, une exploitation agricole intensive exploite la fertilité d'un sol : pour évaluer sa dette, on ne se base pas sur le bénéfice apporté par la fertilité (évaluation du service écosystémique), mais sur les dépenses nécessaires pour restaurer cette fertilité. Ainsi on ne considère pas la nature comme une ressource, mais comme un interlocuteur à qui on doit de l'argent.



On peut par exemple évaluer la dette écologique du secteur de la construction si l'artificialisation se poursuit au rythme actuel, en calculant combien cela coûte de renaturaliser la même surface : 39 milliards d'euros !



Pour conclure, moi je travaille depuis 20 ans avec des entreprises et je vois des évolutions positives : reporting extra financier, mise en place de fondations, beaucoup de travaux en R&D, à moindre échelle des initiatives de collaborateurs, etc.



Mais la base, le modèle d'affaires des entreprises, n'est pas impactée par la nécessaire transformation écologique.

l'entreprise c'est un noeud de relations entre...

les actionnaires sont pas propriétaires de l'économie de marché, liberté d'entreprendre

...actionnaire...

Les entreprises ne sont pas les seuls à proposer des solutions, mais elles... salariés... ils y cherchent des intérêts différents

peuvent le faire à grande échelle

Le capitalisme a apporté la prospérité. (certes avec des inégalités)

capitalisme patrimonial

capitalisme technico-moral national

...clients...

Il y a eu une tentative d'économie planifiée, mais elle n'a pas marché.

Il y a très peu de cas où une entreprise dicte sa loi aux états.

...territoire...

la prospérité des peuples, c'est pas une plaisanterie!

J'ai beaucoup réfléchi à un autre système, je n'en ai pas trouvé

on peut être d'un avis contraire bien évidemment

...et aussi la planète...

Capitalisme financier

Je suis donc pour l'économie de marché.

Tous prennent des risques pas seulement les actionnaires

...C'est ça qu'il faut renverser !!

8

Premièrement, il faut changer la mesure de la performance en passant d'un seul objectif (financier) à plusieurs...

financier

social

émission de polluant

consommation de ressources

indices de performance

impact sur la biodiversité

bon ça on sait mesurer en gros

là c'est très compliqué...

...même si M. Lohel s'y emploie

Bien sûr cela complexifie beaucoup le fonctionnement d'une entreprise et son pilotage : une des raisons du succès de l'économie financière, c'est sa simplicité...

Deuxièmement, il faut revoir la gouvernance des entreprises. Le conseil d'administration doit refléter cette pluralité des parties prenantes...

En Allemagne, le CA est partagé entre actionnaires et salariés, mais il n'y a pas qu'eux. Il faut sortir de cette dialectique dans laquelle on est enfermés depuis 150 ans.

Ces questions sont très en débat actuellement.

9

Mais le capitalisme actuel est dominé par la sphère financière comme vous l'avez dit très justement...

...C'est ça qu'il faut renverser !!

A-ha!!

8

Discussion.



C'est marrant, on parle des entreprises comme si elles étaient légitimes par nature. Est-ce qu'on devrait pas avoir une réflexion pour décider si on a vraiment besoin de tel ou tel produit? L'Oréal et Danone, plein de gens sont d'accord pour dire que plus de 80% de leurs produits, on n'en a pas vraiment besoin pour vivre...

Mais Monsieur comment on va décider de ce qui est nécessaire ou pas? A la majorité? Non, moi je vais vous donner la bonne solution: si le shampoing bidule est inutile...



Le shampoing ou l'Oréal? ;)

Héu... non pas forcément l'Oréal.



... donc si on remet en question le shampoing, c'est parce qu'il crée des nuisances. Il faut intégrer le coût de la réparation de ces nuisances dans son prix: c'est le principe pollueur-payeur.

Et si certains ont l'envie et les moyens de se le payer malgré tout, ils se le payent...



Oui mais si on ne sait pas remédier aux nuisances d'un produit? Il y a des choses irréversibles...

Alors là il n'y a pas d'autre choix que de l'interdire. Mais on sait remédier à beaucoup de choses, on maîtrise 70% des solutions pour réparer les dégâts.



Héu... d'où sort ce 70%? Et le CO2 émis pendant la fabrication, comment y remédier?



Il y a des choses qui évoluent là-dessus, je pense à l'écoscore, qui est toujours en phase d'expérimentation. Aujourd'hui la seule information en dehors du prix c'est le label, ce type de score fonction de leur impact sur tout le cycle de vie me semble très utile.



mais bien sûr pour l'impact sur la biodiversité c'est plus compliqué...



Le principe pollueur-payeur (PPP) et la compensation (p. ex. replanter des arbres) c'est clairement du bullshit, faudrait peut-être juste arrêter l'hémorragie non?



OK on peut s'opposer au PPP et à la compensation mais si, déjà, on les appliquait... On en est si loin! On verrait bien après que cela ne règle pas tout.



Et j'ajoute que là où l'on a appliqué le PPP ça marche! Par exemple sur la pollution de l'eau industrielle on a réduit de 95% en 50 ans.

Héu... oui mais là les coûts ont été socialisés, il y a des nuances au PPP...



Comment peut-on prendre en compte les productions sans échange d'argent, comme le travail bénévole ?

Dans la comptabilité nationale, on regroupe ce qu'on a du mal à chiffrer dans des comptes «satellites» de l'environnement, du travail bénévole, etc. Ça existe, c'est renseigné par les administrations mais les politiques s'en emparent très peu.

Ça compte dans le PIB ?

Ah, non non, pas du tout.

Les principaux coûts d'une entreprise sont les charges sociales et les impôts mais on ne les voit pas dans son offre. Quand vous allez dans un hôtel Accor vous ne voyez pas qu'ils payent plus de charges sociales que leurs concurrents américains.

Ah oui effectivement

Pour moi il faut mettre en avant le compte d'exploitation...

Désolé c'est un peu une discussion de comptable...

On y met les impôts donc la rémunération de l'État, la rémunération du travail et ce qui reste d'excédent brut d'exploitation c'est ce qui permet de rémunérer le capital. Nous on propose d'y faire apparaître une rémunération de la planète.

Dans le même ordre d'idées, avec le PPP, la redevance associée à une pollution est notée dans une ligne «taxes» alors qu'elle devrait faire l'objet d'une ligne spéciale «planète» par exemple.

(12)

Mon impression c'est que si on prenait en compte toutes les externalités en fait il n'y aura plus de sous à la fin, et les actionnaires ne gagneraient plus rien.

Oui, c'est l'intérêt du compte d'exploitation : au pire l'excédent brut d'exploitation va devenir négatif.

Par exemple, ce serait le cas de la pêche au chalut de fond : si le gasoil n'était pas subventionné, ils seraient dans le rouge. En plus ça émet beaucoup de CO2, ça détruit toute la biodiversité parce que ça racle le fond, et ça crée très peu d'emploi.

Ici je renvoie à bloomassociation.org et à la BD de Bagieu sur le chalutage profond (*).

Et ça ce sont des effets liés à une action de l'État. On parle des entreprises très bien, mais moi j'ai surtout envie de critiquer l'État qui subventionne des choses dont on peut démontrer économiquement, écologiquement et socialement qu'elles n'ont pas de sens.

Clientélisme ?

Il y a des choses qui sont assez inexplicables, en France on donne 30% de moins de subventions aux céréaliers bio qu'aux céréaliers conventionnels par unité de travail agricole, en Allemagne c'est 50% de plus. Ce sont des données de la CE, c'est pas des discours de groupes d'extrême gauche !

Alors c'est un rapport de force...

Oui bon ça on l'a bien vu récemment je crois...



Comment peut-on prendre en compte les impacts indirects, liés à l'usage du numérique, à la publicité, etc. ?

Pour le numérique, les futures normes en cours de discussion "sont censées" prendre en compte des coûts indirects, les effets rebonds, etc.



Il y a les analyses de cycle de vie, qui représentent bien les bilans énergie/matière de toute activité...

Ouais, mais jusqu'où on peut mener ces bilans pour estimer les effets sur la biodiversité ?



Pourquoi le droit de l'environnement est aussi peu appliqué ?

C'est une volonté politique, il y a une police de l'environnement dont les effectifs ont été réduits de 20% entre 2010 et 2020 alors que les réglementations ont été multipliées par 3...

J'allais le dire...

Comment sortir de la question de la concurrence internationale qui pousse le gouvernement à soutenir Airbus ou Total ?



Sur la question de la concurrence internationale, pour moi la solution c'est la taxe aux frontières, sachant que la bonne frontière pour nous c'est l'Europe.



Les taxes aux frontières ça n'a rien donné pour le social : les entreprises continuent à délocaliser pour profiter de coûts de main d'œuvre plus faibles dans d'autres pays. Pourquoi on y arriverait pour l'environnement ?

Bonne question Madame. D'abord les dégâts sur l'environnement concernent tout le monde, donc on a une certaine légitimité à imposer des taxes dans ce domaine.

Ensuite les distorsions de coûts sociaux sont liées aux différences de niveau de vie : la Chine a décidé de s'appuyer sur sa main d'œuvre à bon marché pour développer son économie et améliorer sa prospérité, on a beaucoup moins de légitimité à leur contester ce souhait.

Pour moi, si on doit aller vers une diminution des flux physiques, il va falloir arbitrer, se passer de certains produits et de certaines industries...

Je suis moins pessimiste que vous.

Mais pourquoi ne pas s'arrêter de faire des dégâts plutôt que de s'appliquer à les corriger après ?

Parce qu'on perdrait la prospérité.

Il y a des économies de subsistance où les gens vivent bien !

Ce serait quoi une économie de subsistance ? L'ancien Régime ? Aller chercher l'eau au puits tous les matins ?

Heu... on va devoir s'arrêter là...

Merci à vous pour ce débat passionnant !

